



Justice mondiale est publié par le Syndicat canadien de la fonction publique et disponible en ligne à [www.scfp.ca/justice-mondiale](http://www.scfp.ca/justice-mondiale).

## À L'INTÉRIEUR

LE FORUM SOCIAL  
MONDIAL À MONTRÉAL

P.2

UNE DÉLÉGATION  
SYNDICALE S'EST RENDUE  
AU NICARAGUA  
ET AU HONDURAS

LES GRANDS-MÈRES  
AFRICAINES VIENNENT  
EN AIDE AUX ORPHELINS  
DU SIDA

P.3

**NOUVELLES EN BREF**  
P.4

# Le Forum social mondial à Montréal

Le Forum social mondial est l'un des plus grands rassemblements mondiaux de la société civile. Des dizaines de milliers de militants provenant des mouvements syndicaux et sociaux ont profité de l'événement pour échanger et proposer des solutions aux enjeux les plus importants de notre époque en matière d'économie, d'environnement, de droits de la personne, de droits syndicaux et de démocratie.

Le 5 août, nous avons appris que Citoyenneté et Immigration Canada a refusé d'accorder des visas temporaires à plus de 100 militants qui souhaitaient participer au Forum social mondial (FSM) à Montréal.

C'est la première fois que le FSM se déroulait dans l'hémisphère nord et de nombreuses personnes craignaient que le Canada empêche certains militants du monde entier de participer, en particulier ceux provenant de pays où la pauvreté et le profilage racial sévissent. D'autres, d'un optimisme prudent, espéraient que les politiques d'immigration de l'ère Harper changeraient sous le

nouveau gouvernement libéral. Ce ne fut malheureusement pas le cas.

En effet, des militants d'importants mouvements sociaux provenant du Mali, du Brésil, de la Palestine, de l'Iran, du Congo, du Nigéria, du Maroc, d'Haïti et du Népal se sont vus refuser l'entrée au Canada. La militante altermondialiste et candidate à la succession de Ban Ki-moon au poste de secrétaire général des Nations Unies, Aminata Traoré, était du nombre.

Citée par la CBC, Aminata Traoré a déclaré que « la controverse des visas entache la réputation du Canada en tant que pays ouvert ». Elle a ajouté : « l'Occident craint de plus en plus les débats d'idées. Or, nous portons des idées, pas des bombes ».

Le SCFP, avec à la tête de sa délégation le secrétaire-trésorier national Charles Fleury, a contribué au succès de l'événement. Ses représentants ont effectué du réseautage avec des militants du monde entier et ont participé à l'élaboration de stratégies pour s'opposer à la privatisation de l'eau potable, aux mauvaises ententes sur le commerce

et l'investissement, aux politiques d'austérité et au travail précaire tout en promouvant la mise en place d'une juste transition dans le secteur énergétique.

Lors de l'atelier intitulé Qu'est-ce qu'une Communauté bleue ? La reconnaissance du droit à l'eau et la protection de l'eau contre l'extraction et la privatisation organisé par le SCFP, l'impact des règles internationales sur le commerce et l'investissement sur la réglementation canadienne en matière de traitement des eaux usées a été examiné. Les discussions ont aussi porté sur la triste réalité des communautés autochtones qui sont soumises à des avis perpétuels de faire bouillir l'eau. La question du financement fédéral des infrastructures qui favorise la privatisation dans les communautés canadiennes a également été abordée.

Malgré les nombreux absents, des discussions engagées et inspirantes ont eu lieu, l'objectif commun étant de faire en sorte que les services d'eau potable et d'eaux du monde entier demeurent publiques et continuent de procurer de bons emplois. ●

**SCFP**

## Une délégation syndicale s'est rendue au Nicaragua et au Honduras

**M**inerva Porelle et Andréane Chénier du SCFP ont participé à la Tournée de solidarité avec les maquilas du Nicaragua et du Honduras organisée en mai 2016 par CoDevelopment Canada. Une délégation de dix militantes syndicales s'est rendue en Amérique centrale pour témoigner notre solidarité avec les travailleuses des maquilas et les syndicalistes du secteur du vêtement. Cette tournée portait principalement sur la santé-sécurité au travail et l'égalité des sexes. Dans ce secteur, plusieurs multinationales exploitent les travailleuses.

Andréane Chénier, conseillère en santé et sécurité au SCFP, raconte son expérience.

Il y avait quelque chose de surréaliste à être parmi ces Nicaraguayennes et ces Honduriennes qui racontaient leur quotidien. Je n'arrêtais pas de me dire que leur situation ressemblait à celle des membres du SCFP; pas en intensité, mais dans la nature des combats que nous menons toutes.

Ces femmes ont parlé de force, de victoires, de reculs amers et d'obstacles à surmonter. Elles nous ont



raconté l'intransigeance de leurs employeurs, l'absence de respect envers les travailleuses et les femmes, ainsi que la violence qui règne au travail. Elles ont dit être écrasées par leur charge de travail. Elles se sont plaintes de problèmes physiques attribuables à leur milieu de travail malsain et à leur poste de travail inadéquat.

Les Nicaraguayennes doivent se défendre face à leur employeur pour obtenir des conditions de travail décentes. Elles nous ont raconté des cas d'employeurs qui congédiaient des employées trop malades ou blessées par leurs tâches, des cas d'employeurs qui tentent de faire passer leurs maladies et leurs blessures professionnelles

pour des problèmes résultant de leur mode de vie à la maison ou de la manière dont elles élèvent leurs enfants. Comme si leurs problèmes à la colonne vertébrale, aux articulations et aux poumons n'avaient rien à voir avec le travail éreintant et répétitif qu'elles doivent faire pour respecter des quotas trop élevés pendant 10 à 12 heures par jour, à un poste de travail mal conçu et dans un environnement de travail chaud, humide et saturé de fibres.

J'ai manifesté aux côtés de Honduriennes qui réclamaient le droit à un milieu de travail sans violence. Ces femmes ont exigé de leur ministère du Travail une évaluation de l'ergonomie des milieux de travail. Elles ont

marché en pleine chaleur, convaincues de pouvoir faire une différence pour leurs milieux de travail et la société hondurienne. Elles étaient engagées et unies. Les gens qui les croisaient pouvaient sentir leur détermination et leur donnaient raison.

Surtout, je m'émerveillais de la force de ces femmes. Je crois que nous avons toutes été émues par leurs anecdotes. Unies, elles avaient la force de changer les choses.

Nous étions là pour témoigner notre solidarité à leur cause, pour leur montrer qu'elles ne sont pas seules. Pour leur part, elles m'ont rappelé ce pour quoi nous nous battons. Je ne les oublierai jamais. ●

Justice mondiale est publié trois fois l'an pour offrir aux travailleurs et à leurs conseillers un survol des efforts en matière de solidarité internationale entrepris par le fonds Justice mondiale et l'ensemble du SCFP.

Les numéros précédents sont disponibles en ligne au [scfp.ca/justice-mondiale](http://scfp.ca/justice-mondiale).

Il est possible de s'abonner à la version courriel de Justice mondiale. Visitez le [scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp](http://scfp.ca/sabonner-aux-publications-du-scfp).

Liste des collaborateurs du numéro Automne 2016 : Kelti Cameron, Greg Taylor, Tiffany McLellan, Andréane Chénier, Catherine Louli et Philippe Gagnon.  
Conception graphique: Sarah Walker

Pour proposer correctifs, questions, suggestions ou articles, écrivez à [kcameron@cupe.ca](mailto:kcameron@cupe.ca).

**SCFP** / Syndicat canadien de la fonction publique

SEPB491



## Défendre le droit à l'éducation aux Philippines

Tiffany McLellan, de la section locale 4600 du SCFP, a récemment interviewé Mabelle Desamito Caboboy, une membre de l'exécutif de l'Alliance of Concerned Teachers (« Alliance des enseignants préoccupés » ou ACT) des Philippines. Elles ont discuté à Davao, sur l'île de Mindanao, en juillet 2016, juste avant que s'ouvre la Conférence internationale sur les droits de la personne aux Philippines. L'ACT est un partenaire du Fonds pour la justice mondiale du SCFP national.

Aux Philippines, près de 80 pour cent des enseignants sont des femmes. C'est pourquoi l'ACT veille à ce que 70 pour cent des postes au sein de son exécutif soient occupés par des femmes.

### • Vous êtes membre de l'ACT depuis combien de temps? Quel poste y occupez-vous?

Je suis entrée à l'ACT en 2001, alors que j'étudiais à l'Université des Philippines à Diliman. Aujourd'hui, je porte plusieurs chapeaux. En ce moment, je suis vice-présidente de l'Association des enseignants des écoles publiques de Quezon. J'en

suis à mon second mandat. Je suis aussi vice-présidente du chapitre de Quezon de l'ACT de la région de la capitale nationale. Enfin, je suis secrétaire générale adjointe de l'ACT Philippines. Le Conseil national m'a désignée à ce poste en juin 2016.

### • Quelles sont les principales préoccupations de vos membres?

L'augmentation des salaires du personnel enseignant et non enseignant pose problème depuis quelque temps déjà. Ensuite, il y a le transfert de l'allocation complémentaire accordée au personnel enseignant et non enseignant de Quezon de la banque d'État Land à une banque privée, BPI-Globe Banko. Cet accord permet à une banque privée de tirer un profit des crédits de l'État. En outre, la refonte du programme scolaire public de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année est fort problématique. Enfin, l'ACT se soucie beaucoup des difficultés des Autochtones de l'île de Mindanao, les Lumad.

### • Pourquoi l'ACT appuie-t-elle les revendications des Lumad? Comment exprime-t-elle sa solidarité avec

### les communautés Lumad?

L'ACT appuie les revendications des Lumad parce que l'armée a fermé et pris possession de leurs écoles, un geste inconstitutionnel. Les élèves sont harcelés depuis 2005 et ils sont régulièrement évacués de leur communauté. Pour ces raisons, nous sommes coorganisateur du réseau et de la campagne Save Our Schools (« Sauvons nos écoles » ou SOS). Cette campagne a pour but de faire cesser l'occupation militaire des écoles Lumad, de ramener le peuple Lumad sur ses terres ancestrales, de reconstruire leurs écoles et de leur redonner le contrôle de leur éducation. Le réseau SOS a participé au financement

de l'achat de matériel scolaire pendant l'évacuation de septembre 2015.

### • Que représente la solidarité syndicale internationale pour vous personnellement et pour l'ACT?

Cela signifie que les syndicats philippins forment un bloc uni avec les enseignants et les syndicats du monde entier. Nous souhaitons être solidaires de la lutte contre l'impérialisme, la commercialisation de l'éducation et la privatisation de l'éducation. Nous voulons faire respecter le droit à l'éducation de tous les élèves, où qu'ils se trouvent dans le monde, ainsi que le droit des enseignants à se syndiquer. ●



## Les grands-mères africaines viennent en aide aux orphelins du sida

À travers le monde, plus de 18 millions d'enfants ont perdu un ou deux parents à cause du sida. Or, la vaste majorité de ces enfants se trouvent en Afrique subsaharienne. Go Go

Grannies est un regroupement de femmes qui ont décidé de prendre soin de ces enfants.

En juillet, le président national du SCFP, Mark Hancock, a assisté au tout premier

rassemblement des Go Go Grannies d'Afrique du Sud, en marge de l'édition 2016 de la Conférence mondiale sur le sida tenue à Dubaï. Mark Hancock faisait partie d'un

groupe invité par la Fondation Stephen Lewis à venir constater les obstacles que doivent surmonter ces femmes. La fondation soutient les activités des Go Go Grannies.

*Suite à la page 4*

**Suite de la page 4**

« Pour tout dire, ce fut une expérience marquante, du type qui change une vie », a affirmé M. Hancock, qui, pendant trois jours, a écouté 300 membres des Go Go Grannies partager leur vécu. « Les anecdotes émouvantes se succédaient sans arrêt. J’ai entendu des grands-mères raconter qu’elles devaient quitter leur village à quatre heures du matin pour faire la file afin d’obtenir des médicaments contre le sida ou leur maigre pitance du

gouvernement, tout cela pour se faire voler ensuite. J’ai entendu qu’après plusieurs années de déclin, le nombre de décès dus au sida recommence à grimper. Pendant ces trois jours, c’était les montagnes russes, côté émotions. Par moments, tout le monde avait la larme à l’œil, puis soudainement tout le monde chantait et dansait! », a-t-il poursuivi.

La conférence s’est conclue par une marche jusqu’au centre où se déroulait la Conférence



mondiale sur le sida afin de présenter la Déclaration des grands-mères sud-africaines, une charte des droits pour les grands-mères et les enfants dont elles s’occupent.

« Les Go Go Grannies commentent à défendre leurs droits. La conférence marquait le début de cette nouvelle phase de leur

militantisme pour leurs propres droits et ceux des enfants dont elles s’occupent. Je suis convaincu que ces femmes fortes, qui ont traversé des épreuves incroyables, réussiront », a conclu Mark Hancock.

Pour en savoir plus, visitez le site [stephenlewisfoundation.org](http://stephenlewisfoundation.org)  
Nouvelles en bref ●

**1. Réforme du droit du travail en France** En juillet, après des mois de protestations sans précédent menées par les mouvements syndical et étudiant en France, le gouvernement français a invoqué des pouvoirs exceptionnels pour imposer par décret une législation du travail qui facilitera la tâche aux employeurs, tant au niveau des embauches que des licenciements.

Ces réformes au droit du travail accordent aussi une certaine flexibilité qui permettra aux compagnies de modifier les salaires et les heures de travail en fonction des conditions économiques, au lieu de respecter le processus de négociation collective.

Au plus fort des manifestations, les militants ont perturbé le fonctionnement de raffineries de pétrole, de centrales nucléaires et les réseaux de transport.

**2. Coup d’État déguisé au Brésil** À la fin août, le Sénat brésilien a voté la destitution de la présidente élue démocratiquement, Dilma Rousseff. Cette destitution qualifiée par plusieurs de coup d’État met fin au gouvernement du Parti des travailleurs au pouvoir depuis 13 ans.

Le nouveau président est Michel Temer, le chef du parti de droite. Il entend lancer un vaste programme de privatisation et de compressions dans les programmes sociaux incluant l’éducation et la santé. Le gouvernement menace aussi les droits syndicaux. Les centrales syndicales du pays se sont d’ailleurs engagées à se battre pour défendre le code du travail contre les attaques du gouvernement Temer. La plus grande centrale syndicale, la CUT, a également mené la campagne contre la destitution de Dilma Rousseff.

**3. Grève en Corée du Sud** Au moment d’aller sous presse, la grève du secteur public la plus impressionnante de l’histoire du mouvement syndical coréen devait se dérouler en septembre 2016. Les syndicats du secteur public coréen luttent depuis des mois contre les attaques gouvernementales qui visent les services publics. Cette grève devait être le point culminant de leur combat. Les syndicats s’opposent notamment aux nouveaux plans de privatisation des secteurs ferroviaire et énergétique ainsi qu’à l’imposition d’un système discriminatoire de salaires et de licenciement lié aux performances des fonctionnaires. De plus, les travailleurs se mobilisent pour soutenir la campagne de la Confédération syndicale coréenne (CSC) contre les réformes régressives du droit du travail.

Après les élections générales en avril, le Parti de la nouvelle frontière a perdu sa majorité à l’Assemblée nationale. Son plan de réforme du travail est maintenant limité au secteur public. Le gouvernement entend d’ailleurs imposer ses réformes par décrets, à défaut de pouvoir le faire par loi. Le secteur public est donc sur la ligne de front des attaques contre la classe ouvrière qui secouent la Corée du Sud.

